**Nous sommes toutes et tous guyanais !**

La campagne pour l’élection présidentielle est entrée dans sa phase officielle. Le pourrissement des appareils des principaux partis politiques, les désespoirs nourris par le chômage, la détresse sociale et le racisme engendrent un climat nauséabond qui nourrit le désarroi, le repli sur soi, l’affaiblissement des ripostes collectives. La seule réponse du pouvoir est la répression tous azimuts qui ne cesse de s’abattre sur celles et ceux qui combattent les régressions sociales.

**Pas d’autre voie que les mobilisations**

Il y a un an débutait la lutte contre la Loi travail. Une mobilisation qui, pendant des mois, a montré que les exploitéEs étaient capables de se défendre contre les attaques patronales et gouvernementales. Des liens, des solidarités, des débats ont commencé à créer un autre climat social que celui de la rue abandonnée pendant des années à la droite et à l’extrême droite. On a retrouvé cet état d’esprit dans les manifestations contre le racisme, contre les grands projets inutiles, pour les droits des femmes, contre la répression.

En Guyane, depuis plusieurs jours, un large mouvement social dénonce des conditions de vie et de travail très précaires, les désastres en matière de santé, d’éducation, d’économie, de sécurité, d’accès au foncier ou au logement. Cette mobilisation nous rappelle la grande mobilisation de 2008-2009 menée par le Collectif contre l'exploitation (LKP) en Guadeloupe.

**En Guyane, la mobilisation s’amplifie**

La mobilisation s’organise avec des barrages bloquant des ronds-points stratégiques et l’entrée de Cayenne. Depuis lundi, elle se développe et s’ancre socialement avec l’appel à la grève générale lancé par l’Union des travailleurs guyanais (UTG). Cette grève était impérative face aux actions du *Mouvement des 500 frères,*une centaine d’activistestrès influencés par l’extrême droite, qui dénoncent l’immigration et dont le porte-parole a déclaré *« Un voleur mort, c’est un voleur qui ne vole plus ».* Le Pen, « n'excuse pas les blocages » et prend encore les étrangers comme boucs émissaires.

Mélenchon a voulu imiter le Mitterrand colonialiste des années 50, pour qui *« l’Algérie c’est la France »*, en proclamant : « *la Guyane c’est la France »*ou *« la réponse aux problèmes des Guyanais est dans l’avenir en commun*».

Non, la Guyane n’est pas la France, c’est une colonie française. Un territoire stratégique pour l’impérialisme français dans le continent américain. Une colonie où près de 40% de la population adulte est illettrée, le taux de chômage de 22 %, et où une famille sur quatre et 40 % des enfants vivent sous le seuil de pauvreté. Lorsque l’État investit des milliards d'euros pour faire décoller des fusées, il n'y a pas d'argent pour construire des collèges et des lycées ce qui laisse chaque année plus de 2000 enfants déscolarisés. Alors que la situation sociale et économique du pays est désastreuse, la seule chose qui semble inquiéter les autorités françaises est la sécurité du centre spatial de Kourou et le lancement de la fusée Ariane 5.

**Anticapitalistes tant qu’il le faudra**

Cette volonté de se battre pour nos revendications est au cœur de la campagne de notre candidat Philippe Poutou. Dans cette campagne, nous défendons le droit pour les peuples de décider pour leur sort, donc le droit à l’autodétermination de la Guyane.

Nous défendons des revendications pour changer radicalement la vie des salariéEs, des oppriméEs. Ces revendications ont besoin de mobilisations, de grèves, premières étapes d’une prise en main de nos affaires. Cela nécessitera d’arracher aux grands patrons, aux exploiteurs, les rênes de la société, des moyens de production, de s’attaquer à un appareil d’Etat répressif, véritable marécage dans lequel prolifèrent les partis politiques institutionnels.

(3795 signes)